



A TOUS LES SALARIÉ.E.S **DES ENTREPRISES ET COOPÉRATIVES ALIMENTAIRES**

POUR NOS CONVENTIONS COLLECTIVES ET REVENDICATIONS

Les 16 500 entreprises et quelques 2 300 coopératives de l'agroalimentaire comptent près de 500 000 salariés en France. 90 % des coopératives et plus de 70 % des entreprises alimentaires sont des petites Pme, avec un grand nombre de Tpe (moins de 11 salariés). Les activités se déclinent en une dizaine de secteurs : le lait et produits laitiers, les viandes, les produits de la mer, les conserves de fruits et légumes, les boissons, eaux embouteillées et la bière, les vins et spiritueux, le travail du grain avec les moulins, la semoulerie, la confiserie, la biscuiterie, la panification...

Dans ces différentes activités, les groupes industriels font tout pour imposer leur logique du profit maximum. Dans les grosses coopératives, les agrobusinessmen suivent cette même logique mortifère. Peu à peu, certains groupes coopératifs ont calqué leur gestion sur celle des groupes privés jetant la coopération agricole dans la nasse du grand capital agroalimentaire. Les missions des coopératives doivent permettre de garantir un débouché à la transformation des matières premières, veiller à la qualité des produits, tout en garantissant une juste rémunération des travailleurs de la terre. La FnaF-Cgt porte des propositions économiques et des revendications sociales dans ce sens pour développer la valorisation des produits du terroir, la diversité des agricultures régionales et locales, la gastronomie française dans toutes ses diversités par un vrai développement de proximité.

L'alimentation doit être considérée comme un bien public parce que son accès est un des fondements de la santé publique et sociale de la population. Or, les prix de l'alimentation ont augmenté de 29 % en deux ans et les salaires sont loin de compenser l'inflation, entraînant des privations sur un besoin vital, celui de se nourrir. Les consommateurs ont déboursé en moyenne 306 euros

supplémentaires en 2023 pour se fournir en produits alimentaires et, au total, dépensé 5 129 euros.

Des profits faramineux sont partis dans les poches des patrons et ont vidé celles des salariés et des consommateurs.

Notre fédération Cgt résiste contre les mauvais coups des patrons, travaille pour rassembler tous les salariés de nos professions et lutte pour gagner des garanties collectives solides et pérennes.

LA LUTTE SYNDICALE, SEULE ISSUE POUR LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS

Les lois sociales en France sont le fruit des révoltes et des luttes ouvrières qui se sont exprimées depuis plus de 2 siècles. Les événements de 1968 qui déboucheront sur les accords de Grenelle ont largement renforcé le rôle des conventions collectives. Depuis plusieurs décennies, les patrons se battent pour les vider de leurs contenus. Or, ces règles professionnelles sont essentielles pour vous, salariés des Tpe dont l'absence d'accords d'entreprise est la généralité. Imposer la voix des travailleurs dans nos professions est notre priorité. La Cgt, forte de son organisation, de son histoire, de ses orientations, est le syndicat le plus à même de rassembler et de construire ce rapport de force indispensable pour progresser.

Les conventions collectives sont le socle minimum pour tous les travailleurs, notamment sur les salaires, la durée de travail, les congés, la prévoyance, la couverture santé, les classifications, la prime de vacances, le 13^{ème} mois, les primes d'habillage... (soit la quasi-totalité des lignes de la feuille de paye). Dans nos secteurs, elles comportent des thèmes identiques. Toutefois, leur contenu et le niveau des garanties sont différents.

Ils sont fonction des réalités professionnelles et du niveau du rapport de force qui s'est exprimé lors des

négociations. Elles comportent aussi des contreparties spécifiques aux professions, prime de froid ou de chaleur, primes et avantages selon les contraintes, le métier....

Augmenter les salaires.

Notre fédération revendique le salaire professionnel d'embauche à 2 180 € du fait des qualifications acquises collectivement et individuellement.

Dans nos 42 conventions collectives, le 1^{er} niveau de salaire est au Smic car la loi l'impose. Avec l'explosion de l'inflation et les revalorisations automatiques du Smic, les patrons se sont contentés de se mettre en conformité et de fait, ce sont les 5 ou 6 premiers niveaux de salaires, essentiellement ouvriers, qui restent bloqués au Smic !!! Pour garantir le pouvoir d'achat, la Cgt revendique le retour de l'échelle mobile des salaires qui existait en France avant d'être supprimée en 1982 par le gouvernement de l'époque. Cela permettait d'augmenter tous les salaires en fonction de l'augmentation des prix. Sachez- le !!! Du fait des exonérations Fillon jusqu'à 1,6 Smic, vos patrons ne payent pas de cotisations sociales patronales et ce, souvent jusqu'au salaire du cadre.

Reconnaître les qualifications.

Les patrons, pour dynamiser la reconnaissance collective et individuelle des acquis, des cursus scolaires, de la formation professionnelle et/ou de

l'expérience des salariés, tentent de généraliser les grilles de classification par poste de travail et laisser toute leur vie les salariés au bas de l'échelle des salaires. Dans ce système, la reconnaissance et la qualification via des « critères classants » tombe à tout juste 40 % alors qu'elle comptait pour 80 à 90 % dans le système de classification datant des acquis du Conseil National de la Résistance. La Cgt se bat pour la reconnaissance des qualifications qui permettent un déroulement de carrière puisque les salariés acquièrent d'année en année une expérience qui devrait être reconnue dans les grilles de classification.

Conditions et organisation du travail.

La retraite à 64 ans, pour la Cgt c'est toujours **NON** !!! La Cgt revendique la réduction du temps de travail à 32h hebdomadaire sans perte de salaire. Les accidents de travail et maladies professionnelles liés aux cadences et aux pressions explosent. Chaque année, des salariés sont « cassés » et licenciés bien avant 60 ans. L'amélioration des conditions de travail ne peut se faire sans la réduction du temps de travail sans perte de salaires, sans une organisation du travail dans laquelle les salariés ont leur mot à dire, et des embauches en Cdi qui pérennise le contrat de travail. La Cgt se bat pour la retraite à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles.

**Les Conventions collectives nationales sont à défendre et à renforcer.
Notre fédération vous appelle à voter pour la liste Cgt qu'elle présente et à renforcer sa représentativité dans votre branche d'activité et au niveau national.**

FNAF-CGT

FNAF	BULLETIN DE CONTACT ET/OU D'ADHÉSION	FNAF
NOM..... PRÉNOM.....		
Adresse personnelle :.....		
.....		
Tél :..... E-mail :.....		
Remettre à un militant de votre connaissance ou à renvoyer à :		
FNAF CGT – 263 rue de Paris – case 428 – 93514 MONTREUIL Cedex		
E-mail : fnaf@fnaf.cgt.fr		